

Médecins (nombre total)

En 2017, dans les pays de l'OCDE, le nombre de médecins s'inscrivait dans une fourchette allant de 2.5 ou moins pour 1 000 habitants en Turquie, en Corée, en Pologne, au Mexique, au Japon et au Chili, à cinq ou plus au Portugal, en Autriche, et en Grèce. Toutefois, les chiffres au Portugal et en Grèce sont surestimés parce qu'ils comprennent l'ensemble des médecins autorisés à exercer. On recensait en moyenne 3.5 médecins pour 1 000 habitants (Graphique 8.3). En Indonésie, en Inde et en Afrique du Sud, cette proportion était sensiblement inférieure – moins d'un médecin pour 1 000 habitants ; en Chine, en revanche, le nombre de médecins a rapidement augmenté, passant de 1.25 pour 1 000 habitants en 2000 à 2 pour 1 000 habitants en 2017.

Sous l'effet de politiques d'éducation et de formation ciblées, ainsi que de la hausse des taux de rétention et, dans certains pays, de l'immigration de médecins, le nombre de médecins, en chiffres absolus et par habitant, a progressé dans quasiment tous les pays de l'OCDE depuis 2000. L'unique exception est Israël, où leur nombre absolu, bien qu'il ait progressé de 25 %, n'a pu croître au même rythme que la population (environ 40 %) entre 2000 et 2017. Dans la plupart des pays de l'OCDE, la hausse du nombre de médecins a été régulière au cours de cette même période, et ne semble pas avoir été sensible aux chocs extérieurs. La récession de 2008-09 a toutefois eu une incidence profonde en Grèce, où leurs effectifs ont progressé jusqu'en 2008, avant de se stabiliser à compter de 2012.

Dans certains pays, l'augmentation des effectifs de médecins a été particulièrement rapide entre 2000 et 2017 (Graphique 8.4). C'est le cas de la Corée, du Mexique et du Royaume-Uni où, malgré un taux de croissance par habitant supérieur à la moyenne, le nombre de médecins pour 1 000 habitants était encore inférieur à la moyenne de l'OCDE en 2017. D'autres pays, comme l'Australie, le Danemark et l'Autriche, ont aussi vu le nombre de médecins progresser plus rapidement que la moyenne de l'OCDE, et comptent désormais un nombre de médecins par habitant supérieur à la moyenne de l'OCDE. En Australie, où ce chiffre est passé d'un niveau inférieur à la moyenne de l'OCDE en 2000 à un chiffre supérieur à celle-ci en 2017, la hausse résulte d'une progression considérable du nombre de diplômés des écoles nationales de médecine (voir l'indicateur sur les « Médecins nouvellement diplômés »).

À l'autre extrémité du spectre, le nombre de médecins par habitant a progressé beaucoup plus lentement ou est resté stable en Belgique, en France, en Pologne, et en République slovaque depuis 2000. Dans ces quatre pays, le nombre d'étudiants nationaux admis dans les écoles de médecine a augmenté ces dernières années. Ce phénomène devrait assurer la relève des médecins qui partiront à la retraite dans les prochaines années, sous réserve que les nouveaux diplômés restent travailler dans le pays qui les a formés (OCDE, 2019^[1]).

Les inquiétudes entourant la pénurie de personnel de santé ne sont pas nouvelles dans les pays de l'OCDE, mais elles se sont accentuées dans bon nombre d'entre eux, d'autant que les médecins et infirmiers de la génération du « baby-boom »

commencent à partir à la retraite. C'est ce qui a incité de nombreux pays de l'OCDE à augmenter le nombre d'admissions en école de médecine au cours de la dernière décennie (OCDE, 2016^[2]). Si certains pays, comme l'Australie, ont déjà commencé à récolter les fruits de cette décision, il faut compter, étant donné la durée des études, dix ans ou plus avant que les effets de la hausse des effectifs étudiants ne se ressentent.

La plupart des pays de l'OCDE sont préoccupés par la pénurie de généralistes (voir l'indicateur « Répartition des médecins par âge, sexe et catégorie ») et le manque de médecins dans les zones rurales ou reculées (voir l'indicateur « Répartition géographique des médecins » au chapitre 5). Ces problèmes ont été provoqués ou accentués par le vieillissement des médecins généralistes et de la population en général.

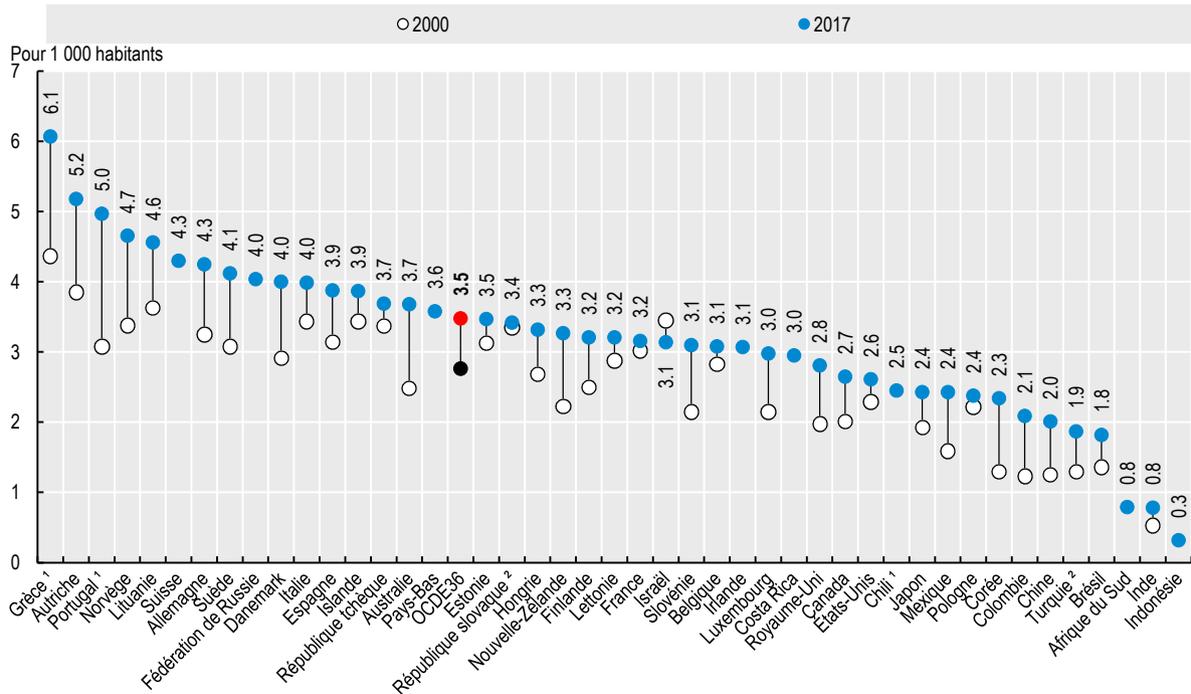
Définition et comparabilité

Dans la plupart des pays, les données comptabilisent les médecins en exercice, définis comme les praticiens qui fournissent directement des soins aux patients. Ce chiffre recouvre souvent les internes et les médecins résidents (médecins en formation) et correspond au nombre de personnes physiques (effectifs). Les données de la République slovaque et de la Turquie englobent également les médecins en activité dans le secteur de la santé, même s'ils ne fournissent pas directement des soins aux patients, ce qui augmente leur nombre de 5 % à 10 %. Le Chili, la Grèce et le Portugal comptabilisent les médecins autorisés à exercer, d'où une forte surestimation du nombre de praticiens en activité. La Belgique fixe un seuil minimum d'activité pour qu'un médecin généraliste soit considéré en exercice (500 consultations par an), d'où une sous-estimation par rapport à d'autres pays qui ne le font pas. Il se peut que les données pour l'Inde soient surestimées, car elles sont issues de registres médicaux qui ne tiennent pas compte des migrations, des départs à la retraite ou des décès, ni des médecins enregistrés dans plusieurs États.

Références

- [1] OCDE (2019), *Recent Trends in International Migration of Doctors, Nurses and Medical Students*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5571ef48-en>.
- [2] OCDE (2016), « Education and training for doctors and nurses: What's happening with numerus clausus policies? », in *Health Workforce Policies in OECD Countries: Right Jobs, Right Skills, Right Places*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264239517-6-en>.

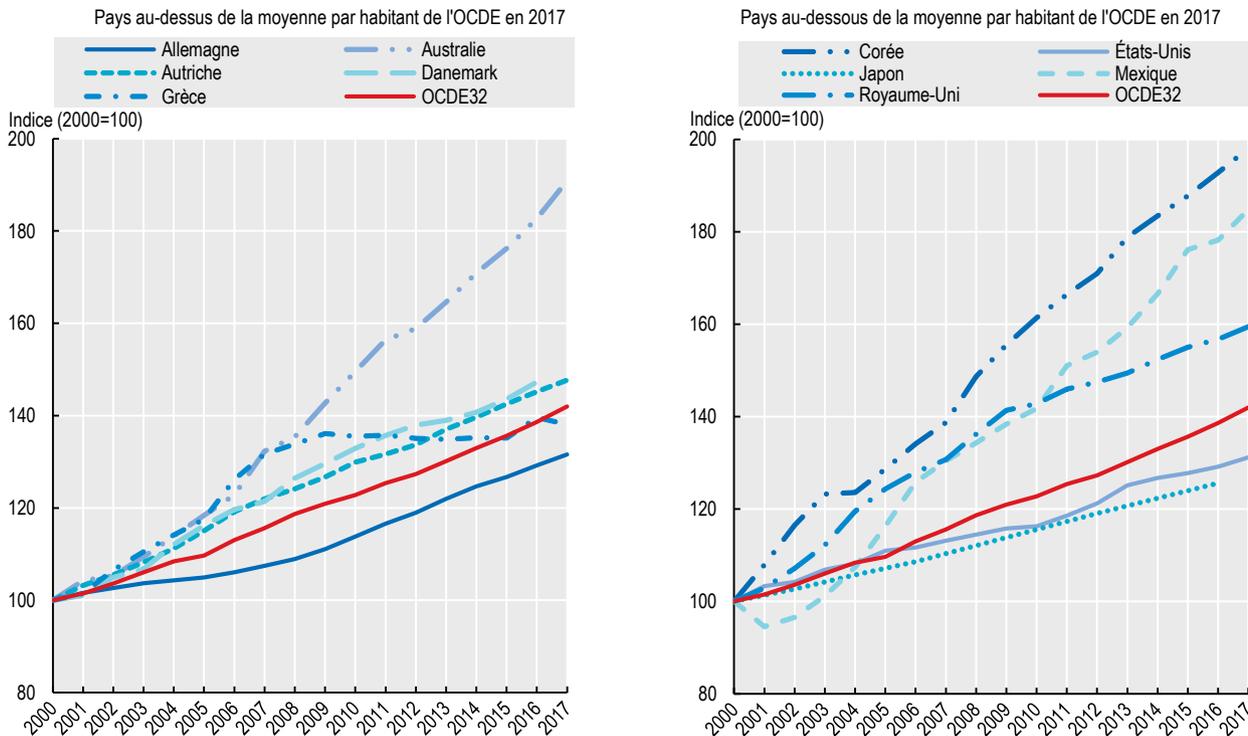
Graphique 8.3. Médecins en exercice pour 1 000 habitants, 2000 et 2017 (ou année la plus proche)



1. Les données correspondent aux médecins habilités à exercer, d'où une large surestimation du nombre de médecins en activité (d'environ 30 % au Portugal). 2. Les données incluent non seulement les médecins dispensant des soins aux patients, mais aussi ceux exerçant dans le secteur de la santé en tant qu'administrateur, professeur, chercheur, etc. (ajoutant 5 à 10 % de médecins).
Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2019.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934069769>

Graphique 8.4. Évolution du nombre de médecins, dans une sélection de pays, 2000-17 (ou année la plus proche)



Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2019.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934069788>



Extrait de :
Health at a Glance 2019
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/4dd50c09-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Médecins (nombre total) », dans *Health at a Glance 2019 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d50086e7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.